

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MARS 1928.

Proposition de loi concernant l'emploi de la langue flamande
en matière civile et commerciale.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Depuis plus d'un siècle la question de l'emploi des langues en matière civile est une source de nombreuses controverses.

Jusqu'à la veille de la Révolution de 1830, les décrets du 19 septembre 1819 et du 1^{er} janvier 1823 restèrent en vigueur. Le Gouvernement hollandais, par ces décrets, avait imposé le néerlandais pour tous les actes de la vie publique — donc aussi pour les affaires judiciaires — dans les deux Flandres, dans les provinces d'Anvers et du Limbourg ainsi que dans les arrondissements de Bruxelles et de Louvain. Le flamand était ainsi la seule langue officielle de nos provinces flamandes et le français la langue officielle de nos provinces wallones.

Toutefois, le décret du 4 juin 1830 est venu atténuer ces dispositions. L'article 3 de ce décret autorisait l'emploi de la langue française dans les arrondissements flamands pour toutes les affaires de justice, aussi bien pour les actes que pour les plaidoiries, lorsque la demande en était faite par les parties. En cas de dissentiment entre les plaideurs concernant l'emploi des langues, les juges décidaient « au mieux des intérêts des deux parties ». En matière criminelle, le tribunal ne pouvait refuser l'emploi de la langue française lorsque le prévenu « paraissait ne pas très bien comprendre la langue néerlandaise, et qu'il était avéré que les juges saisis de l'affaire connaissaient la langue française. »

Après la Révolution, le décret du 16 novembre 1830, émanant du Gouvernement provisoire, consacrait théoriquement à peu près les mêmes principes. Les parties avaient la faculté d'opter devant les tribunaux pour la langue française, la langue flamande ou l'allemand, à condition cependant que la langue qu'ils avaient choisie fut comprise, en matière civile, par les juges et les avocats des deux parties et, en matière criminelle, par les juges, le ministère public et par l'avocat du prévenu. Il s'en suivit qu'en pratique l'emploi de la langue flamande devint l'exception dans nos contrées flamandes, alors qu'avant la Révolution elle était la règle générale.

La Constitution belge consacra le régime de la liberté des langues. Toutefois

l'article 23 de la Constitution prévoit que l'emploi des langues pourra être réglé par la loi pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

Jusqu'à présent l'emploi des langues en matière civile n'est pas réglé par la loi; en matière criminelle, on n'en obtint la réglementation légale qu'en 1873, et encore après des luttes très vives. Le régime de la liberté eut pour effet de bannir la langue flamande des tribunaux dans nos arrondissements flamands.

On concevra aisément que cette situation provoqua une vive opposition dans la partie flamande du pays. La lutte pour la flamandisation de la justice s'est engagée aussitôt que la réaction qui s'était produite immédiatement après la Révolution contre la langue flamande, eut disparu.

Vers 1840 déjà, on pouvait constater dans tout le pays flamand un mouvement intense en faveur du redressement des griefs linguistiques. Le règlement de l'emploi des langues en matière judiciaire était l'une des revendications principales du mouvement flamand à cette époque.

On sait que par arrêté royal du 27 juin 1856, une commission flamande fut instituée; elle était chargée d'examiner les griefs linguistiques des Flamands et siégea du 8 octobre 1856 au 16 octobre 1857. Elle résuma ses délibérations dans un rapport remarquable et proposa au Parlement un ensemble complet des réformes linguistiques.

La question de l'emploi des langues en matière judiciaire a pris une large part dans les délibérations de la commission. MM. de Corswarem et Jottrand présentèrent sur cette question d'importants rapports et, dans son rapport général, la commission flamande proposa aux Chambres législatives, les réformes suivantes :

« Les tribunaux criminels, civils ou militaires, siégeant dans les communes où le néerlandais est la langue maternelle, décideront, par mesure d'ordre intérieur, de quelle langue ils désirent se servir dans leurs rapports avec les autorités et dans leurs rapports entre eux.

» Ils seront tenus d'entendre et de juger dans la langue qu'ils n'auront pas choisie comme leur langue usuelle, toutes les causes dans lesquelles le demandeur aura présenté son exploit introductif dans cette langue.

» Pour les affaires criminelles ou correctionnelles, on se servira dans toute l'instruction et dans le jugement ou l'arrêt définitif de celle des deux langues dans laquelle l'accusé aura demandé à s'exprimer, lors de son premier interrogatoire.

» Les citations expédiées avant l'interrogatoire seront rédigées en néerlandais ou dans les deux langues.

» Lorsqu'il y aura plusieurs prévenus et que dans le premier interrogatoire un seul exprime le désir de s'exprimer en néerlandais, on se servira de cette langue.

» Les cours supérieures auxquelles ressortissent des causes déjà commencées, seront tenues de traiter et de juger ces affaires dans la langue dont on s'était servi primitivement.

» Les avocats, greffiers, avoués et huissiers seront tenus de se servir dans leurs plaidoiries et dans leurs actes de la langue qui, selon les cas prévus ci-dessus, sera employée par les tribunaux et les arbitres.

» Et comme il est de l'intérêt et du devoir de chaque citoyen de savoir à quoi l'obligent les lois de son pays, nous demandons que le Gouvernement ordonne que tous nos Codes soient exactement traduits en néerlandais.

Peu de temps après le dépôt du rapport de la commission flamande, le Ministre De Decker, à l'initiative duquel la commission avait été constituée, fut remplacé par le Ministre Rogier. Les chances de voir accueillir favorablement les propositions de la commission, s'en trouvaient diminuées. A deux reprises, le 10 décembre et le 18 décembre 1858, M. De Meulenaere interpella M. Rogier sur les raisons qui incitaient le Gouvernement à ne pas déposer le rapport de la commission linguistique sur le bureau de la Chambre. Le 18 décembre 1858, la Chambre décida que le rapport serait distribué.

Le 23 mars 1859, M. Rogier, déposa, au nom du Gouvernement, un rapport en réponse aux propositions de la commission. En ce qui concerne l'emploi des langues en matière judiciaire, le rapport du Gouvernement renvoie à un rapport de M. le procureur général Leclercq et à une lettre de M. le procureur général Ganser, documents qui étaient joints, en annexe, au rapport du Gouvernement.

Ces hauts magistrats rejettent formellement les propositions de la commission flamande et plaident le maintien de la situation existante. « La langue flamande, lisons-nous dans le rapport de M. le procureur général Leclercq, n'est que la langue d'une petite population perdue au milieu des grands peuples de l'Europe. Elle n'a jamais été, n'est point et ne sera de longtemps, si elle l'est jamais, ni la langue de l'enseignement et de l'éducation, ni la langue des sciences, ni la langue du droit, ni la langue de la législation. »

Et M. le procureur général Ganser ajoutait : « Quoi que l'on fasse, à moins d'établir en Belgique, la plus abominable tyrannie, l'on parlera toujours, devant les tribunaux, la langue de la science et du droit, la langue qui a servi à son étude. »

La proposition de la commission flamande ne fut pas soumise aux délibérations de la Chambre. La lutte pour la flamandisation de la justice n'en fut pas moins poursuivie avec ardeur. Nous constatons même que vers 1860, aucune réforme ne fut réclamée avec plus d'insistance par la population flamande. De nombreux incidents alimentaient cette insistance.

Le 18 novembre 1860, les Flamands Coucke et Goethals, qui ignoraient la langue française, furent exécutés à Charleroi, après un procès au cours duquel on se servit exclusivement du français. Des aveux faits plus tard par d'autres inculpés justifient la supposition que Coucke et Goethals furent victimes d'une erreur judiciaire.

Peu de temps après, survint un autre incident, qui fit l'objet de nombreux commentaires. Par un arrêt du 11 octobre 1883, la Cour d'appel de Bruxelles interdit à M^{rs} Vuylsteke et De Laet, défenseurs du prévenu Karsman, de se servir de la langue flamande dans leurs plaidoiries, parceque trois conseillers de la Cour ne connaissaient pas le flamand. La Cour, pour motiver sa décision invoquait l'arrêté du Gouvernement provisoire du 16 novembre 1830, alors qu'il ne peut être contesté que l'article 23 de la Constitution a abrogé cette disposition.

Peu de temps après, à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire en 1864, M. De Bavay, procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles et, cette même année, à l'Académie royale, M. le procureur général Leclercq s'attaquèrent non sans violence aux revendications des Flamands en matière judiciaire.

Dès lors, on comprend que le mouvement flamand, qui entretemps n'avait cessé de se développer, réagit avec violence et trouva au Parlement des défenseurs de plus en plus nombreux.

En 1866, M. le député De Laet elabora un important rapport sur les griefs linguistiques des Flamands. La même année, un débat assez vif eut lieu à la

Chambre au sujet de l'emploi des langues en matière judiciaire, entre MM. De Laet et Gerrits et M. Bara. Le 10 mars 1871, les griefs linguistiques des Flamands furent une nouvelle fois dénoncés avec énergie au Parlement par MM. Gerrits, De Baets, Coremans et De Laet.

Le Gouvernement tint compte, dans une certaine mesure, des revendications flamandes, lors de l'élaboration du projet de loi relatif à la procédure civile, déposé au cours de la session 1869-1870. On trouve dans ce projet les dispositions suivantes concernant l'emploi des langues :

Livre I, titre II, chapitre II, article 17 : « Dans les provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et du Limbourg, ainsi que dans l'arrondissement de Louvain, les parties et les avocats auront le droit de plaider et d'écrire en langue flamande.

» Dans les autres parties du royaume, cette faculté ne pourra être exercée si les juges ou l'un d'eux, le ministère public, ou enfin la partie adverse ou son mandataire déclarent qu'ils n'entendent pas cette langue. »

ART. 18 : « Dans le cas prévu par le § 2 de l'article précédent, et dans tous les cas où il s'agit de parties, parlant exclusivement la langue allemande ou une langue étrangère, elles seront tenues de se faire assister d'un interprète et de produire une traduction de leurs conclusions. L'interprète devra réunir les conditions et prêter le serment prescrit par l'art. 6^{bis} du titre de l'*Instruction*.

» S'il n'est pas satisfait à cette injonction, il sera fait application de la disposition finale de l'article 15 ci-dessus. » (C'est-à-dire : le juge statuera sur les pièces produites.)

Titre VI, art. 6^{bis} : « Lorsque dans une instruction, il s'agit d'entendre, à quelque titre que ce soit, une personne ne parlant pas la même langue que les juges, le ministère public, les parties ou leurs mandataires, le tribunal nommera un interprète, âgé de 21 ans au moins.

» Celui-ci prêtera serment, en tenant la main levée : *Je jure de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents. Ainsi Dieu me soit en aide.* Toutefois il aura la faculté accordée au témoin par les articles 33 et 34 ci-dessous, auquel cas l'article 221 du Code pénal sera applicable.

» Les dispositions du présent article seront observées à peine de nullité.

» Les causes de récusation établies contre les experts sont applicables à l'interprète ainsi nommé. »

Livre II, titre premier, art. 8 : « Dans les justices de paix de l'arrondissement de Bruxelles, l'usage de la langue flamande ne pourra être interdit. »

Livre III, titre III (du recours en cassation), art. 24 : « ... L'usage de la langue française est obligatoire pour les plaidoiries. »

Ce projet de loi ne fut jamais soumis au vote. Il devint caduc par la dissolution des Chambres, et fut, sans plus de succès, réintroduit le 16 novembre 1894, par l'honorable ministre Begerem. Le vote de ses dispositions n'aurait d'ailleurs fait disparaître que partiellement les griefs.

Voici comment s'exprima M. Thonissen dans son rapport :

« Cet article, disait-il, n'aborde qu'un seul côté de la question : le droit pour les avocats et les plaideurs de se servir du flamand dans les provinces flamandes.

La reconnaissance de ce droit ne mettrait pas un terme à des controverses qui ont vivement préoccupé l'opinion publique ; elle laisserait dans l'indécision une foule d'autres questions, parmi lesquelles il suffit de citer les discussions relatives à la langue qui doit être employée dans les enquêtes, dans les procès-verbaux et pour la rédaction des jugements ».

Après 1870, les promoteurs du mouvement flamand, tant à la Chambre qu'ailleurs, se sont surtout occupés de la question de l'emploi des langues en matière pénale, réforme incontestablement plus urgente que celle qui intéresse la procédure civile.

Aussi, voyons-nous, qu'à la séance de la Chambre du 13 avril 1872, M. Coremans déposa sa proposition tendant à la flamandisation de la procédure pénale. Cette proposition aboutit à une première réglementation, le 17 août 1873, et fut complétée par les lois du 3 mai 1889, du 4 septembre 1891 et du 22 février 1908.

Aussitôt les premiers résultats acquis dans le domaine de la procédure pénale, on posa à nouveau la question de l'emploi des langues dans la procédure civile. L'absence de réglementation en cette matière provoqua continuellement de nouveaux incidents et fut la cause d'un vif mécontentement parmi la population flamande. La Cour de cassation défendit de plaider en flamand et de prendre des conclusions en cette langue, prétextant qu'il y avait inconvenance à le faire, vu que certains conseillers de la Cour ignoraient la langue flamande. Il en fut ainsi notamment dans l'affaire Peerlinck.

La loi du 10 avril 1890, dans son article 49, donna une première satisfaction à la population flamande. La connaissance de la langue flamande fut exigée de tous les juges du pays flamand. Malgré de vives instances, cette réforme avait été écartée lors du vote de la loi sur l'organisation judiciaire en 1869.

Entretiens les juristes flamands ne cessaient de ramener la question de la flamandisation de la procédure civile à l'ordre du jour de leurs congrès. De nombreuses propositions virent le jour vers 1890 ; nous en citons les principales : la proposition de l'avocat Pauwels présentée au « Vlaamsche Volksraad » en 1893, celle de l'avocat De Visschere au Landdag de Bruges en 1895, celle du professeur Pyfferoen, présentée la même année à la conférence du barreau flamand de Gand.

L'examen détaillé de toutes ces propositions nous mènerait trop loin. Leur étude cependant favorisera la solution du problème délicat de l'emploi des langues en matière civile. Particulièrement la proposition du professeur Pyfferoen nous paraît digne d'un examen attentif. Son auteur en donne un exposé complet dans l'excellent ouvrage : « Het gebruik der talen in burgerlijke zaken », paru à Gand en 1895.

Le mouvement intense qui s'était produit, vers 1890, en faveur de la flamandisation de la procédure civile, n'eut aucun résultat au point de vue législatif. D'ailleurs, pendant les années qui précédèrent la guerre, l'attention du mouvement flamand s'orienta principalement vers la lutte pour la flamandisation de notre enseignement moyen et supérieur. La question de la flamandisation de la justice, quoique reléguée à l'arrière-plan, continua cependant à être l'objet des préoccupations des chefs du mouvement flamand et figurait régulièrement à l'ordre du jour des congrès de nos juristes.

Après la guerre, la flamandisation de la justice devint à nouveau un des points principaux du programme flamand. Nos juristes en reprirent l'étude tant dans leurs congrès que dans leurs revues.

Au Parlement, un premier résultat fut acquis, notamment, lors du vote de la dernière loi sur les loyers.

On a proposé aussi de rendre la procédure flamande obligatoire dans les contestations qui concernent le bail à ferme. Ce serait, à notre avis, une erreur de résoudre d'une façon fragmentaire le problème de la flamandisation de la procédure civile.

Si l'on peut admettre une législation spéciale en matière linguistique pour la loi des loyers, qui a un caractère temporaire, il serait dangereux d'en faire de même quand il s'agit de dispositions qui modifient définitivement notre législation civile.

Il importe de résoudre le problème dans son ensemble. La présente proposition a été déposée dans ce but.

Journellement encore, des Flamands qui ne connaissent pas le français, reçoivent des assignations rédigées en français et dont ils ne saisissent pas la portée. C'est un abus auquel il convient de mettre fin.

Les griefs justifiés de la population flamande ne disparaîtront que le jour où, dans les arrondissements flamands, la procédure en langue flamande sera devenue la règle générale, lorsque les exploits introductifs d'instance, les jugements et les conclusions des parties qui, remarquons-le, sont partiellement reprises dans les jugements, seront rédigés en langue flamande.

Notre proposition est incontestablement très modérée. La liberté de l'emploi des langues y est respectée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte au droit des Flamands de comprendre la langue dans laquelle ils sont jugés.

La comparaison de notre proposition avec les nombreuses propositions élaborées dans le passé, mettra nettement en lumière le caractère modéré des mesures que nous préconisons. On remarquera d'ailleurs que nous nous en tenons, à peu près, aux dispositions qui furent admises par une grande majorité de la Chambre lors du vote de la dernière loi sur les loyers.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre a pour objet de régler l'emploi des langues uniquement dans les arrondissements flamands. A d'autres de juger s'il convient de proposer des dispositions analogues pour les provinces wallonnes et la région allemande du pays.

Le règlement de l'emploi des langues que nous préconisons ne serait obligatoire que pour les tribunaux de première instance, les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes et les justices de paix de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, de la province d'Anvers et du Limbourg, et des arrondissements de Bruxelles et de Louvain, et seulement lorsque le défendeur a son domicile dans une commune du pays flamand.

La Cour d'appel de Gand est soumise à la même réglementation; de même les Cours d'appel de Bruxelles et de Liège lorsqu'elles ont à juger des affaires dans lesquelles le jugement a été rendu en flamand. La réforme nécessitera la création de chambres flamandes à Bruxelles et à Liège. Mais nous pensons que c'est au Gouvernement et non à la Chambre de prendre l'initiative des mesures qui s'imposent.

Nous avons estimé qu'il n'y avait pas lieu de prescrire une réglementation des langues en ce qui concerne les plaidoiries et qu'il suffirait de rendre le flamand obligatoire pour l'exploit introductif d'instance, les actes de procédure, les jugements et arrêts et les actes relatifs à l'exécution des jugements. Quant à l'interrogatoire des témoins, notre proposition prescrit que leurs dépositions seront reçues et consignées en flamand dans les arrondissements flamands.

Toutefois, dans l'intérêt d'une bonne justice, les témoins doivent être autorisés à faire usage d'une autre langue, s'ils en expriment le désir.

Nous estimons également qu'une exception doit être faite pour les serments judiciaires, tant litidécisoires que supplétoires. Il importe que la partie à laquelle le serment est déféré puisse se servir de la langue qu'elle désignera.

Les dispositions de notre proposition de loi sont obligatoires sous peine de nullité. Cette sanction est nécessaire et fut d'ailleurs déjà adoptée dans la législation belge en matière d'emploi des langues dans la procédure pénale. Mais nous sommes d'avis que, conformément à l'article 173 du Code de procédure civile, la nullité doit être opposée avant toute autre exception, même de compétence, et avant le débat sur le fond. En effet, de graves abus pourraient se produire si l'on devait permettre d'invoquer la nullité pendant tout le cours de la procédure.

Il importe sans doute de respecter les droits de la défense même dans la matière qui nous occupe. Nous ne croyons cependant pas pouvoir proposer la disposition admise dans la dernière loi sur les loyers et permettre au défendeur de décider dans tous les cas du choix de la langue de la procédure.

Que faire, en effet, si deux ou plusieurs défendeurs ne sont pas d'accord sur le choix de la langue? Il peut arriver d'ailleurs que, dans certains cas, une bonne justice exige que l'on donne la préférence à la langue choisie par le demandeur. Supposons par exemple qu'un demandeur ignorant le français et comparaissant en personne devant une de nos justices de paix, se trouve en présence d'un défendeur qui connaît les deux langues; dans ce cas, l'intérêt de la justice exigera que le flamand soit adopté comme la langue de la procédure.

Pour ces motifs, nous proposons que lorsque une procédure aura été engagée en flamand et que le défendeur ou l'un des défendeurs formulera la demande de la continuer en français, l'emploi de la langue flamande ou française sera ordonné par le tribunal selon les besoins de chaque cause. Il sera statué par une décision motivée, sur conclusions des parties et sans appel. Il est de tradition devant nos tribunaux de respecter scrupuleusement les droits de la défense. Aussi sommes nous convaincus que la mesure que nous préconisons ne nuira pratiquement pas à ces droits.

Il convient cependant d'ajouter que les auteurs de la proposition estiment que l'emploi de la procédure flamande doit être en pays flamand la règle générale et la procédure française l'exception. Tel est l'esprit de notre proposition. La procédure française ne doit être ordonnée par le tribunal que si l'intérêt des justiciables l'exige. En cas de conflit entre les parties, le tribunal doit se demander si la procédure flamande présente de sérieux inconvénients et, si tel n'est pas le cas, la procédure flamande, en règle générale, doit être ordonnée.

L'application de cette règle amènera naturellement, dans l'arrondissement de Bruxelles d'une part et dans les arrondissements exclusivement flamands d'autre part, une application toute différente des dispositions de notre proposition. C'est pour ce motif qu'il ne nous a pas paru nécessaire de prévoir un régime spécial pour les tribunaux de Bruxelles. D'ailleurs en matière de législation sur les loyers, la Chambre n'a pas davantage cru devoir prescrire un régime linguistique spécial pour l'arrondissement de Bruxelles.

Nous prions la Chambre de réserver un accueil favorable à notre proposition.

PH. VAN ISACKER.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MAART 1928.

**Wetsvoorstel betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal
in burgerlijke zaken en in handelszaken.**

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert meer dan een eeuw, is de kwestie van het gebruik der talen in de burgerlijke rechtspleging, in ons land, een oorzaak van strijd.

Tot op den vóóravond van de omwenteling van 1830, was het Hollandsch bestuur gebleven bij zijn besluiten van 19 September 1819 en 1 Januari 1823 waarbij de Nederlandsche taal opgelegd werd voor alle openbare aangelegenheden — dus ook in het rechtswezen — in de provinciën West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Antwerpen en Limburg en in de arrondissementen Brussel en Leuven. Het Vlaamsch was aldus de eenige officieele taal voor onze Vlaamsche provinciën en het Fransch de officieele taal voor onze Waalsche provinciën.

Het besluit van 4 Juni 1830 kwam evenwel het scherpe van deze bepalingen wegnemen. Artikel 3 van dit besluit stond toe dat de Fransche taal, in de Vlaamsche arrondissementen, op verlangen van partijen werd gebruikt, in alle rechtszaken, zoowel in de akten als in de pleitreden. In geval van oneenigheid nopens het gebruik der talen tusschen de pleiters, beslisten de rechters « naar het meeste gerief, in het belang der partijen ». In strafzaken kon de toestemming om de Fransche taal te gebruiken door de rechtbank niet geweigerd worden, wanneer de beklaagden « de Nederlandsche taal niet goed bleken te verstaan, op voorwaarde dat de Fransche taal gekend was door de rechters die in de zaak moesten vonnissen ».

Na de omwenteling bracht het besluit van 16 November 1830 van het voorloopig bewind theoretisch nagenoeg dezelfde regeling in voege. De partijen hadden de vrijheid om voor de rechtbanken de Fransche, de Vlaamsche of de Duitsche taal te gebruiken, maar slechts op voorwaarde dat de door hen gekozen taal begrepen werd, in burgerlijke zaken, door de rechters en de pleitende advocaten, en, in strafzaken, door de rechters, het openbaar ministerie en den verdediger van den beklaagde. Het gevolg was dat in de Vlaamsche gewesten de Vlaamsche taal practisch de uitzondering werd waar ze, vóór de omwenteling, als algemeene regel gold.

De Belgische Grondwet stelde ons land onder het regiem der taalvrijheid. Evenwel bepaalt artikel 23 van de Grondwet dat het gebruik der talen door de

wet kan geregeld worden voor de akten van het openbaar gezag en voor de rechtspleging.

Een wettelijke regeling van het gebruik der talen voor de rechtbanken werd tot nog toe voor de burgerlijke rechtspleging niet getroffen en, voor strafzaken, na veel strijd, eerst in 1873. Het regiem der vrijheid had voor gevolg dat feitelijk de Vlaamsche taal, in de Vlaamsche gewesten, nagenoeg heelemaal uit de rechtbanken werd verbannen.

Het valt gemakkelijk te begrijpen dat deze toestand aanleiding gaf tot een levendig verzet in het Vlaamsche gedeelte van het land. De strijd voor de vervlaamsching van het gerecht begon dan ook zoo haast de reactie die na de omwenteling tegen de Vlaamsche taal ontstond, voorbij was.

Reeds omstreeks 1840, was, heel het Vlaamsche land door, een vrij levendige beweging voor het herstel der taalgrieven waar te nemen. Het regelen van het gebruik der talen in het rechtswezen was een van de voornaamste eischen van de Vlaamsche beweging van toen.

Het is geweten dat, bij Koninklijk besluit van 27 Juni 1856, een Vlaamsche Commissie werd ingesteld met opdracht de taalgrieven der Vlamingen te onderzoeken. Die Commissie zetelde van 8 October 1856 tot 16 October 1857 en bracht van haar werkzaamheden een zeer werkwaardig verslag uit in hetwelk een volledig stel van taalhervormingen aan de wetgeving werd voorgesteld.

De kwestie van de taalregeling in rechterlijke zaken heeft een voornaam gedeelte van de werkzaamheden der Vlaamsche Commissie in beslag genomen. De Corswarem en Jottrand brachten er over belangrijke verslagen uit en, in haar algemeen verslag, stelde de Vlaamsche Commissie aan de Wetgeving de volgende hervormingen voor :

« De burgerlijke, crimineele of militaire gerechtshoven, alsmede de vroedschappen, zitting houdende in plaatsen waar het Nederduitsch de volkstaal is, zullen, bij schikkingen van inwendige orde, bepalen welke der twee talen, Nederduitsch of Fransch, zij willen bezigen in hunne onderlinge betrekkingen of met de openbare autoriteiten.

» Zij zullen gehouden zijn in de taal welke zij niet voor de gewone hebben verkozen, te aanhooren en er uitspraak over te doen, de zaken, over welke de eischer in die taal zijn inleidend rekest, of gelijk men het noemt, zijn « exploit introductif d'instance » zal voorgedragen hebben.

» In crimineele of correctionneele zaken, zal door gansch het onderzoek tot aan het vonnis of definitief arrest, degene der beide talen gebezigd worden, waarin de beschuldigde tijdens zijn eerste verhoor verkozen heeft zich uit te drukken.

» De dagvaardingen voor de ondervraging uitgezonden, zullen in het Nederduitsch of in beide talen zijn opgesteld.

» In geval van meer betichten of beschuldigden en dat bij zijn eerste verhoor slechts een verkiest in het Nederduitsch zich uit te drukken, dan zal het Nederduitsch gebezigd worden.

» De oppergerechtshoven, tot wier ressort reeds begonnene zaken behooren, zullen gehouden zijn die zaken te aanhooren en te vonnissen in de taal welke eerst gebruikt werd.

» De advocaten, greffiers, avoués en deurwaarders zullen gehouden zijn, in de bepleiting en akten zich van de taal te bedienen welke volgens de hierboven voorziene gevallen door de gerechtshoven en vroedschappen zal gebezigd zijn.

» En daar het voor iederen burger, zonder onderscheid, als plicht wordt aangerekend, zoowel als het voor zijne belangen van het hoogste gewicht is, te weten waartoe hij, volgens de wetten zijns lands, jegens de maatschappij is gehouden, zoo vragen wij dat het Staatsbestuur er tusschenkome dat al onze wetboeken in het Nederduitsch nauwkeurig vertaald en uitgegeven worden. »

Korten tijd na het neerleggen van het verslag der Vlaamsche Commissie, werd Minister De Decker, op wiens initiatief de commissie was bijeengeroepen, vervangen door Minister Rogier. Dit verminderde de kansen om het voorstel gunstig te zien in overweging nemen. Twee maal, op 10 December en op 18 December 1858, werd de heer Rogier door den heer De Meulenaere onderzraagd over de redenen die de Regeering konden aanzetten om het verslag der Taalcommissie op het bureel der Kamer niet neer te leggen. Op 18 December 1858, werd de uitdeeling van het verslag door de Kamer beslist.

Op 23 Maart 1859, diende Minister Rogier, uit naam der Regeering, een tegenverslag in. Als antwoord op het voorstel van de Commissie betreffende de taalregeling in het rechtswezen, verwijst het verslag der Regeering naar een verslag van den heer procureur generaal Leclercq en naar een brief van den heer procureur generaal Ganser, bescheiden die als bijlagen bij het verslag der Regeering werden gevoegd.

Beide hooge magistraten verwerpen beslist het voorstel der Vlaamsche Commissie en bepleiten het behoud der bestaande toestanden. De Vlaamsche taal, zoo lezen we in het verslag van den heer procureur generaal Leclercq, « is toch maar de taal van een klein volk, verloren midden in de groote volkeren van Europa. Nooit was ze de taal, noch van het onderwijs, noch van de opvoeding, noch van de wetenschap, noch van het recht, noch van de Wetgeving. Ze is dat niet, zal het wellicht nooit worden en, in elk geval, niet in de nabije toekomst ». En de heer procureur generaal Ganser voegde er aan toe : « Wat men ook doe, tenware men in België de afschuwelijkste dwingelandij zou invoeren, zal men altijd voor de rechtbanken de taal gebruiken van de wetenschap en van het recht, de taal van de wetenschappelijke opleiding ».

Van het voorstel der Vlaamsche Commissie kwam voorloopig niets in huis. De strijd om de vervlaamsching van het gerecht werd evenwel met beslistheid voortgezet. We mogen er zelfs bijvoegen dat, in de jaren '60, geene hervorming met meer nadruk door de Vlaamsche bevolking werd gevraagd. Tal van incidenten gaven hiertoe aanleiding.

Op 18 November 1860, werden de Franschonkundige Vlamingen Coucke en Goethals te Charleroi gehalsrecht na debatten die uitsluitend in het Fransch waren gevoerd. Bekentenissen door andere verdachten later afgelegd wettigen de onderstelling dat Coucke en Goethals slachtoffers zijn geweest van een rechterlijke dwaling.

Korten tijd hierna doet zich een nieuw veel besproken incident voor. Bij arrest van 11 October 1863, verbiedt het Hof van beroep van Brussel, in de zaak Karsman, aan M^{lrs} Vuylsteke en De Laet, verdedigers van den betichte, in het Vlaamsch te pleiten, omdat drie raadsheeren van het Hof de Vlaamsche taal onmachtig waren. Het Hof steunde zich op het hooger vermelde besluit van het Voorloopig Bewind van 16 November 1830, hoewel het duidelijk is dat artikel 23 van de Grondwet dit besluit buiten toepassing heeft gebracht.

Voeg daarbij het aanvallend optreden van den heer procureur generaal

De Bavay, in zijn rede bij de opening van het rechterlijk jaar van het Beroepshof te Brussel in 1864, na dit van den heer procureur generaal Leclercq in de Koninklijke Academie, en het valt te begrijpen dat de beweging die ondertusschen in het land sterk was aangegroeid ook haar terugslag kreeg in het Parlement.

In 1866, stelde volksvertegenwoordiger De Laet een belangrijk verslag op over de Vlaamsche taalgrieven, dat werd gevolgd, op 11 December van hetzelfde jaar, door een vrij hevig debat in de Kamer over het gebruik der talen in rechtszaken, tusschen de heeren De Laet en Gerrits, eenerzijds, en Bara, anderzijds. Op 10 Maart 1871, werden de Vlaamsche taalgrieven in ons Parlement weerom krachtadig aangeklaagd door den heer Gerrits, hierin gesteund door de heeren De Baets, Coremans en De Laet.

Met de eischen der Vlamingen werd in een zeer geringe mate rekening gehouden in het voorstel tot herziening van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging dat in het zittingsjaar 1869-1870 werd neergelegd. Wat het gebruik der talen betreft, komen de volgende schikkingen voor in het voorstel :

Boek I, titel II, hoofdstuk II, art. 17 : « In de provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg, alsmede in het arrondissement Leuven, zullen de partijen en de advocaten het recht hebben te pleiten en te schrijven in de Vlaamsche taal.

» In de andere gedeelten van het Rijk, zal deze keuze niet mogen uitgeoefend worden, indien de rechters of een van hen, het openbaar ministerie of eindelijk de tegenpartij of hare vertegenwoordigers verklaren dat ze deze taal niet verstaan. »

Art. 18 : « In het geval door § 2 van voorgaand artikel voorzien en, in alle gevallen, waar partijen tusschenkomen, die uitsluitend de Duitsche of een vreemde taal spreken, zullen deze zich door een tolk moeten laten bijstaan en een vertaling van hun besluitselen bezorgen. De tolk zal de noodige vereischten bezitten en den eed afleggen door artikel 6^{bis} van den titel van « Het onderzoek » voorschreven.

» Indien er aan deze verplichting niet voldaan wordt, zal de slotbepaling van bovengstaand artikel 15 toegepast worden » (namelijk, de rechtbank zal oordeelen naar de voorgelegde stukken).

Titel VI, art. 6^{bis} : « Wanneer in een onderzoek een persoon moet gehoord worden, om het even te welken titel, en deze niet dezelfde taal als de rechters, het openbaar ministerie, de partijen of hun vertegenwoordigers spreekt, zal de rechtbank een tolk benoemen, minstens 21 jaar oud.

» Deze tolk zal den eed afleggen met de volgende woorden, de hand opheffende : « Ik zweer getrouw de reden te vertalen, die tusschen personen welke verschillende talen spreken moeten overgezet worden. Zoo helpe mij God. » Nochtans zal hij hetzelfde recht hebben als dat welk de hieronderstaande artikelen 33 en 34 aan de getuigen toekennen; in dit geval zal artikel 221 van het Strafwetboek van toepassing zijn.

» De bepalingen van dit artikel zullen op straf van nietigheid gevolgd worden.

» De redenen van wraking tegen deskundigen zijn toepasselijk op den aldus benoemden tolk ».

2^o Boek, 1^o titel, art. 8 : « Bij de vredegerichten van het arrondissement Brussel zal het Vlaamsch niet mogen verboden worden. »

3° Boek, 3° titel (Verbrekingshof) art. 24 : « ... Het gebruik der Fransche taal is verplichtend voor de pleitreden. »

Dit wetsontwerp kwam nooit ter stemming. Het verviel door de ontbinding der Kamers en werd later, op 16 November 1894, ditmaal ook zonder praktisch gevolg, door den heer Minister Begerem terug voorgesteld. Het aannemen der bedoelde bepalingen zou overigens de gegronde grieven heelemaal niet hebben weggenomen. Zooals de heer Thonissen het in zijn verslag van 1877 deed opmerken, « betrof het voorstel slechts een deel der kwestie, het recht der advocaten en der pleiters om het Vlaamsch in de Vlaamsche provinciën te gebruiken. Der erkenning van dit recht, zoo zegde de heer Thonissen, zou geen einde maken aan de bewistingen die de openbare meening hevig hebben onledig gehouden. Het zou nog een aantal andere vraagpunten in de onzekerheid laten, onder meer de betwistingen omtrent de taal die men bezigen zal in de getuigenverhooren, de processen-verbaal en het opstellen der vonnissen. »

Na 1870, heeft de Vlaamsche beweging en ook de Wetgeving zich een tijd lang meer bezig gehouden met één gedeelte van het vraagstuk der taalregeling in rechtszaken, namelijk met de kwestie van het gebruik van het Vlaamsch in de strafrechtspleging. Ontegenzeggelijk was deze kwestie de meest dringende.

In de zitting der Kamer van 13 April 1872, diende Coremans zijn voorstel in tot vervlaamsching der rechtspleging in strafrechtzaken. Het voorstel leidde tot een eerste regeling, op 17 Augustus 1873, later aangevuld en verbeterd door de wetten van 3 Mei 1889, 4 September 1891 en 22 Februari 1908.

Zoo haast evenwel de eerste resultaten op het gebied der strafrechtspleging waren bereikt, werd opnieuw de kwestie van de taalregeling der burgerlijke rechtspleging gesteld. Het gemis aan taalregeling in deze rechtspleging gaf voortdurend aanleiding tot nieuwe incidenten en redenen van misnoegdheid voor de Vlaamsche bevolking. Het Hof van Cassatie verbood zelfs in de Vlaamsche taal te pleiten of besluiten te nemen, onder voorwendsel dat zulks onbetamelijk is, of dat sommige raadsheeren de Vlaamsche taal niet machtig zijn. Dit was namelijk het geval in de zaak Peerlinck.

Artikel 49 van de wet van 10 April 1890 geeft aan de Vlaamsche bevolking een eerste voldoening. De kennis der Vlaamsche taal wordt vereischt van alle rechters in het Vlaamsche land. Niettegenstaande de pogingen toen ingespannen, was zulks geweigerd geworden, in 1869, bij het aannemen der wet op de rechterlijke inrichting.

Ondertusschen brachten de Vlaamsche rechtsgeleerden in hun landdagen en congressen de kwestie van de vervlaamsching van de burgerlijke rechtspleging steeds weer aan de dagorde. Verschillende voorstellen werden in de jaren 1890 ontworpen, onder welke als de voornaamste dienen vermeld : dit van advocaat Pauwels op den Vlaamschen volksraad in 1893, dit van advocaat De Vischere op den landdag van Brugge, in 1895, dit van professor Pyfferoen, hetzelfde jaar, op de Vlaamsche conferentie van de balie van Gent.

Het zou ons te ver leiden al deze voorstellen in hun bijzonderheden te onderzoeken, hoewel het ons voorkomt dat de studie er van in een hooge mate kan bijdragen tot de oplossing van het vrij moeilijke vraagstuk der taalregeling in de burgerlijke rechtspleging. Vooral het voorstel van professor Pyfferoen lijkt ons een aandachtige inzage waardig. De indiener geeft er eene volledige uiteenzetting van in het uitstekend werk « Het gebruik der talen in burgerlijke zaken. » verschenen te Gent in 1895.

De drukke beweging die in de jaren '90 voor de vervlaamsching der rechtspleging in burgerlijke zaken was ontstaan, leidde niet tot resultaten op wetgevend gebied. Overigens, gedurende de jaren die den oorlog zijn voorafgegaan, was de aandacht van de Vlaamsche beweging meer gevestigd op den strijd voor de vervlaamsching van ons middelbaar en hooger onderwijs. De kwestie der vervlaamsching van het gerecht, hoewel minder op het voorplan gebracht, bleef evenwel het voorwerp van de bezorgdheid der Vlaamsche leiders. In de congressen van onze Vlaamsche rechtsgeleerden kwam ze geregeld weer aan de dagorde.

Na den oorlog, werd opnieuw de vervlaamsching van het gerecht een der voornaamste punten van het Vlaamsch programma. De Vlaamsche rechtsgeleerden hernamen de studie der kwestie in hun congressen en tijdschriften.

In het Parlement is reeds een eerste resultaat bereikt. We bedoelen de artikelen betreffende het gebruik der talen in de laatste huishuurwet opgenomen.

Men heeft voorgesteld de Vlaamsche rechtspleging verplichtend te maken in de geschillen betreffende de landpacht. Het ware, onzes inziens, eene dwaling, het vraagstuk der vervlaamsching van de rechtspleging in burgerlijke zaken, op fragmentaire wijze te regelen.

Zoo men eene bijzondere wetgeving kan aannemen in zake van taalgebruik voor de huishuurwet die van tijdelijken aard is, ware het toch gevaarlijk hetzelfde te doen wanneer het bepalingen geldt die op definitieve wijze onze burgerlijke wetgeving wijzigen.

Het is noodig de kwestie der taalregeling in de burgerlijke rechtspleging in haar geheel op te lossen. Met dat doel is het huidig ontwerp neergelegd.

Nog dagelijks krijgen Franschonkundige Vlamingen Fransche dagvaardingen die ze niet kunnen begrijpen. Nog dagelijks worden hun vonnissen beteekend waarvan ze den inhoud niet verstaan.

De gegronde grieven van de Vlaamsche bevolking zullen eerst verdwijnen wanneer in de Vlaamsche arrondissementen de Vlaamsche rechtspleging de algemeene regel zal zijn, wanneer de inleidende dagvaardingen, de vonnissen en de besluiten der partijen die toch ook gedeeltelijk in de vonnissen worden opgenomen in het Vlaamsch zullen gesteld zijn.

Ons voorstel is onbetwistbaar zeer gematigd. De vrijheid van het gebruik der talen wordt er in geëerbiedigd in zooverre ze geen inbreuk maakt op het recht dat de Vlaamsche bevolking heeft om de taal te begrijpen in dewelke ze gevonnist wordt.

Het vergelijken van ons voorstel met de talrijke voorstellen die reeds in het verleden werden gedaan, zal het gematigd karakter van de regeling die wij aanprijzen duidelijk doen uitschijnen. Men zal ook opmerken dat we nagenoeg bij de bepalingen blijven die de wetgeving reeds met een beslissende meerderheid heeft aangenomen bij de stemming der laatste wet in huishuurzaken.

Het wetsvoorstel, dat we aan uwe goedkeuring onderwerpen, heeft voor doel het gebruik der talen te regelen alleen wat betreft de Vlaamsche arrondissementen. Aan anderen laten we over te oordeelen of het gewenscht is een dergelijke regeling te treffen voor de Waalsche provinciën en het Duitsche gebied.

De taalregeling die we voorstellen zou alleen verplichtend zijn voor de rechtbanken van eersten aanleg, vredegerichten, handelsrechtbanken en werkrechtbanken van West- en Oost-Vlaanderen, Antwerpen en Limburg en de arrondissementen Brussel en Leuven, en slechts wanneer de verweerder in een Vlaamsche gemeente woonachtig is.

Het Beroepshof van Gent is aan dezelfde regeling onderworpen; de Beroepshoven van Brussel en Luik eveneens, wanneer ze te vonnissen hebben over zaken in dewelke de eerste rechter een Vlaamsch vonnis heeft geveld. De hervorming zal de oprichting van Vlaamsche Kamers te Brussel en te Luik noodzakelijk maken. Wij denken echter dat het de Regeering is en niet de Kamer die de noodige maatregelen nemen moet.

We hebben gemeend geen taalregeling te moeten voorschrijven wat betreft de pleitreden, maar alleen het gebruik van het Vlaamsch verplichtend te maken voor het inleidend exploit, de akten van proceduur, de vonnissen en arresten en de akten die betrekking hebben op de uitvoering der vonnissen.

Wat het getuigenverhoor betreft, bepaalt ons voorstel dat de verklaringen der getuigen in de Vlaamsche arrondissementen in het Vlaamsch worden afgelegd en opgenomen. Evenwel is het in het belang van den goeden gang van het gerecht dat de getuigen die verkiezen een andere taal te gebruiken daartoe gemachtigd worden.

Naar onze meening dient ook een uitzondering gemaakt voor de gerechtelijke eeden, de beslissende zoowel als de aanvullende. De partij die dergelijken eed moet afleggen dient de taal te gebruiken die zij verkiest.

De voorschriften van ons wetsvoorstel zijn verplichtend op straffe van nietigheid. Deze sanctie is noodzakelijk en werd overigens reeds aangenomen door de Belgische wetgeving in zake het gebruik der talen in de strafrechtspleging. Maar we meenen dat, in overeenstemming met de voorschriften van artikel 173 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, de nietigheid moet ingeroepen worden voor elke andere exceptie, zelfs voor de excepties van bevoegdheid en natuurlijk vóór de betwisting over den grond der zaak. Het zou inderdaad aanleiding geven tot zware misbruiken moest men, gedurende gansch den loop der proceduur, het inroepen der nietigheid toelaten.

Aan de verdediging moet een zeker recht aangaande het gebruik der talen toegekend worden. We hebben evenwel niet gemeend heelmaal dezelfde regeling te kunnen voorstellen als deze die werd getroffen in de laatste huishuurwet en den verweerder toe te laten in elk geval over het gebruik der talen te beslissen.

Inderdaad, wat gedaan indien twee of meer verweerders voor de rechtbank verschijnen en niet akkoord zijn over het gebruik der taal. Daarbij het kan gebeuren dat, in bijzondere gevallen, de goede gang van het gerecht eischt dat de taal van den aanlegger verkozen wordt boven deze aangeduid door den verweerder. Onderstellen we b. v. een Franschonkundige aanlegger die in persoon verschijnt voor een van onze vrederechten en er komt te staan tegenover een verweerder die de beide talen machtig is. De gerechtigheid zou hier eischen dat het Vlaamsch de taal der proceduur blijve.

Om deze redenen stellen wij voor dat, wanneer de proceduur in het Vlaamsch begonnen is en de verweerder of een der verweerders den wensch uitdrukt om de proceduur in het Fransch te zien voortzetten, de rechtbank over het gebruik der talen zal beslissen, volgens de noodzakelijkheden van elk geding.

Er wordt daarover eene met redenen omkleede beslissing getroffen, op besluiten der partijen, en niet vatbaar voor beroep, dit om onnoodige proceduur te vermijden. Het is voor onze rechtbanken een traditie het recht der verdediging steeds te eerbiedigen. We zijn er dan ook van overtuigd dat de regeling die we hier voorstellen in feite aan het recht der verdediging niet zal schaden.

Het is evenwel het inzicht van de ontwerpers van dit wetsvoorstel dat in de

Vlaamsche arrondissementen de Vlaamsche proceduur als algemeene regel zou gelden en, bij betwisting over het gebruik der talen, de rechtbank de Fransche proceduur slechts zou toelaten wanneer goede gerechtigheid zulks eischt. Bij betwisting, heeft de rechtbank alleen na te gaan of de Vlaamsche rechtspleging bezwaren oplevert en, zoo dit niet is, hoeft zij de Vlaamsche proceduur in algemeenen regel te bevelen.

De toepassing van deze regelen zal natuurlijk mede brengen dat in het arrondissement Brussel de verwezenlijking van ons voorstel anders zal zijn dan in de zuiver Vlaamsche gewesten. Daarom is, naar onze meening, een speciale wettekst voor het arrondissement Brussel niet noodig. Overigens heeft de Wetgeving er ook zoo over geoordeeld wanneer de laatste huishuurwet werd gestemd.

We verzoeken de Kamer ons ontwerp gunstig te willen onthalen.

PHILIP VAN ISACKER.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.**CHAMBRE**
des Représentants.**Wetsvoorstel betreffende het gebruik
der Vlaamsche taal in burgerlijke
zaken en in handelszaken.****Proposition de loi concernant l'emploi
de la langue flamande en matière
civile et commerciale.****EERSTE ARTIKEL.**

In de provinciën West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Antwerpen en Limburg, als ook in de arrondissementen Brussel en Leuven worden, in burgerlijke zaken en in handelszaken, al de akten van rechtspleging, de vonnissen en de akten betreffende de tenuitvoerlegging van de vonnissen, zoowel in eersten aanleg als in aanleg van beroep, op straffe van nietigheid, gesteld in de Vlaamsche taal, wanneer de verwerende partij woonachtig is in een van de gemeenten, als Vlaamsche gemeenten aangeduid bij de Koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 1 der wet van 3 Mei 1889 betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in strafzaken, gewijzigd bij de wetten van 4 September 1891 en 22 Februari 1908, en samengeordend bij Koninklijk besluit van 16 September 1908.

ART. 2.

De exceptie van nietigheid moet, op straffe van vervallenverklaring aangebracht worden vóór alle andere exceptie zelfs die rakende de bevoegdheid en vóór de behandeling van de zaak zelf.

ART. 3.

De getuigen worden gehoord in het Vlaamsch en hun getuigenis in die taal

ARTICLE PREMIER.

Dans les provinces de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, d'Anvers et du Limbourg, ainsi que dans les arrondissements de Bruxelles et de Louvain, tous les actes de procédure en matière civile et commerciale, les jugements et les actes relatifs à l'exécution de ces jugements sont, tant en premier ressort qu'en degré d'appel, sous peine de nullité, rédigés en langue flamande, lorsque la partie défenderesse a son domicile dans une des communes désignées comme flamandes par les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 3 mai 1889 concernant l'emploi de la langue flamande en matière répressive, modifiée par les lois du 4 septembre 1891 et du 22 février 1908 et coordonnées par arrêté royal du 16 septembre 1908.

ART. 2.

L'exception de nullité doit, sous peine de déchéance, être proposée avant toute exception même de compétence et avant le débat sur le fond.

ART. 3.

Les témoins sont entendus et leurs dépositions consignées en flamand, à

afgenomen en opgeteekend, tenzij zij vragen dat van een andere taal worde gebruik gemaakt.

Voor den gerechtelijken, hetzij beslissenden, hetzij aanvullenden eed, wordt gebruik gemaakt van de taal aangeduid door de partij aan wie de eed is opgedragen.

ART. 4.

Wanneer een rechtspleging in de Vlaamsche taal werd aangevangen en de verweerder of een van de verweerders aanvraagt dat ze in de Fransche taal wordt voortgezet, beveelt de rechtbank het gebruik van de Vlaamsche of van de Fransche taal, volgens de noodwendigheden van de zaak. Uitspraak wordt gedaan bij een met redenen omkleede beslissing, op besluitselen van de partijen en zonder beroep.

ART. 5.

In hooger beroep, wordt gebruik gemaakt van de taal aangenomen bij de rechtspleging voor den eersten rechter.

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing wanneer het Hof van beroep te Brussel of te Luik in aanleg van beroep recht spreekt in zaken waarin het vonnis werd gegeven in de Vlaamsche taal.

ART. 6.

Deze wet treedt in werking op 15 September 1928. Zij is niet van toepassing op de vóór dien datum ingeleide zaken.

moins qu'ils ne demandent qu'il soit fait usage d'une autre langue.

Pour le serment judiciaire, litisdéci-soire ou supplétoire, il est fait usage de la langue désignée par la partie à laquelle le serment est déféré.

ART. 4.

Lorsque une procédure a été engagée en flamand et que le défendeur ou l'un des défendeurs formule la demande qu'elle soit poursuivie en français, le tribunal ordonnera l'emploi de la langue flamande ou française selon les besoins de la cause. Il est statué par une décision motivée, sur conclusions des parties et sans appel.

ART. 5.

Devant la juridiction d'appel, il est fait usage de la langue admise pour la procédure devant le premier juge.

Les dispositions de la présente loi sont applicables quand les Cours d'appel de Bruxelles et de Liège jugent en degré d'appel les affaires dans lesquelles le jugement a été rendu en flamand.

ART. 6.

La présente loi entrera en vigueur le 15 septembre 1928. Elle ne s'applique pas aux causes introduites avant cette date.

PH. VAN ISACKER.

A. VAN DE VYVERE.

P. POULLET.

F. VAN CAUWELAERT.

E. VAN DIEVOET.

H. LARCK.